



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022/DRIAT/UD77/015 du 17/02/2022
de mise en demeure à l'encontre de la société DRM, pour son site sis
5 rue Cécile DUMEZ, ZAE de la Croix Mission à JOUARRE (77 640)**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté n°21/BC/114 du 19 juillet 2021 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n°12/DCSE/IC/009 du 6 février 2012 autorisant la société DRM à exploiter une installation de récupération et de tri de déchets de métaux ;

VU le rapport n° E21/2506 du 22 décembre 2021 et les propositions de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre la société DRM en demeure pour son site sis 5 rue Cécile Dumez, ZAE de la Croix Mission à JOUARRE (77 640) ;

VU le courrier préfectoral n° E21/2507 du 23 décembre 2021, transmis à la société DRM, relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet de mise en demeure ;

VU le courrier en réponse de la société DRM du 29 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que le site exploité par la société DRM sur le territoire de la commune de JOUARRE est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral n°12/DCSE/IC/009 du 6 février 2012 ;

CONSIDÉRANT l'insuffisance des éléments de réponse transmis par courrier du 29 décembre 2021 par la société DRM dans le cadre de la procédure contradictoire de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que des non-conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 23 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions des articles 4.2.2, 7.3.3, 7.4.2, 7.6.1, 7.6.2, 8.2.1 et 9.1.6 de l'arrêté préfectoral susvisé en :

- ne disposant ni d'un schéma de tous les réseaux, ni d'un plan des égouts,
- ne faisant pas effectuer de mesures annuelles des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.9 (eaux résiduaires) de l'arrêté préfectoral susvisé,
- ne faisant pas réaliser de vérification de l'ensemble de l'installation électrique au minimum une fois par an par un organisme compétent,
- ne disposant pas de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie requis,
- ne faisant pas procéder à la vérification annuelle de plusieurs extincteurs,
- admettant des métaux ou des déchets de métaux n'ayant pas fait l'objet au préalable de leur admission d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection,
- ne procédant pas aux vérifications périodiques du détecteur de radioactivité ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par les arrêtés ministériels susvisés et les articles L. 214-1 à L. 214-3 et R.214-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier : Respect des dispositions

La société DRM, dont le siège social est situé à La Borne Blanche à MARCILLY (77 139), pour son site sis 5 rue Cécile DUMEZ, ZAE de la Croix Mission à JOUARRE (77 640), est mise en demeure de respecter **dans un délai d'un mois :**

- l'article 4.2.2, en établissant et en tenant à jour un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts ;
- l'article 7.3.3, en faisant procéder à la vérification de l'ensemble de l'installation électrique au minimum une fois par an par un organisme compétent ;
- l'article 7.4.2, en faisant procéder aux vérifications périodiques du dispositif de détection de la radioactivité ;
- l'article 7.6.1, en disposant de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- d'une réserve de sable meuble et sec ou de produit absorbant, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,
- d'une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m³,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. L'hydrant le plus proche ne devra pas être éloigné de plus de 200 mètres du site et garantir un débit minimal de 60 m³/h,
- les zones présentant des risques d'incendie sont dotées d'un réseau de détection d'incendie,
- en cas de détection, en dehors des heures ouvrables, l'alarme se déclenche et est reportée par télétransmission vers un service de surveillance,
- l'article 7.6.2, en procédant à l'entretien des moyens d'intervention,
- l'article 8.2.1, en faisant réaliser tous les ans, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.9 (eaux résiduaires) de l'arrêté préfectoral susvisé,
- l'article 9.1.6, en procédant au contrôle de la radioactivité par un équipement de détection de tous les métaux ou déchets au préalable de leur admission.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Jouarre,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,

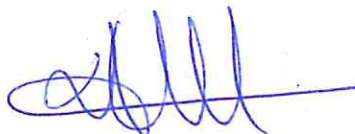
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 17/02/2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
L'adjointe à la cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Kim LOISELEUR

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Jouarre,-
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.